



**HAL**  
open science

## Joëlle Le Marec, Essai sur la bibliothèque. Volonté de savoir et monde commun

D. Saurier

► **To cite this version:**

D. Saurier. Joëlle Le Marec, Essai sur la bibliothèque. Volonté de savoir et monde commun. Questions de Communication, 2023, 43. hal-04255430v2

**HAL Id: hal-04255430**

**<https://hal.science/hal-04255430v2>**

Submitted on 21 Nov 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Joëlle LE MAREC, *Essai sur la bibliothèque. Volonté de savoir et monde commun*

Paris, Presses de l'Enssib, coll. Papiers, 2021, 128 pages

Delphine Saurier

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32433>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.32433](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32433)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2023

Pagination : 494-498

ISBN : 978-2-81430-502-1

ISSN : 1633-5961

Ce document vous est offert par Audencia Business School



**Référence électronique**

Delphine Saurier, « Joëlle LE MAREC, *Essai sur la bibliothèque. Volonté de savoir et monde commun* », *Questions de communication* [En ligne], 43 | 2023, mis en ligne le 01 octobre 2023, consulté le 20 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32433> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32433>

---



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

de *fantasmes*, Paris, Éd. La Découverte, 2013) ; la seconde est une ancienne actrice X qui a rapidement décidé de se tourner vers la réalisation de films féministes (*Orgie en noir*, 2000 ; *Lilith*, 2001), ainsi que d'un documentaire sur les violences de l'industrie pornographique (*Pornocratie*, 2017). En outre, alors que S. Hubier évoque des pratiques pornographiques aussi diverses que le *coming* – exhibition sexuelle d'acteurs ou d'actrices *via* webcam –, les *sex tapes* – films amateurs impliquant une ou plusieurs célébrités – ou les expériences virtuelles *via* jeux vidéo (p. 17-21), on peut se surprendre de l'absence de la mention d'*OnlyFans* ou de *JustForFans* dans un ouvrage traitant de la pornographie paru en 2021. Ces réseaux sociaux permettent la diffusion rémunérée de contenus pour adultes, offrant la possibilité à un grand nombre de travailleur·euses du sexe de maintenir leur activité en temps de pandémie de Covid-19, et à de nombreux amateurs et amatrices de se lancer dans la création de contenus pornographiques (Safaei Aryana, *Sex, Love, and OnlyFans: How the Gig Economy Is Transforming Online Sex Work*, San Diego State University, 2021).

Visiblement androcentré, l'intérêt de S. Hubier pour la pornographie – qu'atteste la multiplication des noms d'actrices, d'acteurs, de films, de studios de production ou de pratiques et positions sexuelles – semble ainsi dépasser des considérations scientifiques, ne permettant pas toujours la distanciation nécessaire pour proposer une analyse la plus objective possible de la pornographie et de ses effets. Il dénonce d'ailleurs le « regard masculin » auquel il n'échappe pourtant pas : ce concept forgé par Laura Mulvey désigne le fait que la culture visuelle dominante – le cinéma en particulier – est construite d'après une perspective masculine, plaçant les femmes en objet regardé. Selon l'auteur, la pornographie ne se réduirait pas à « des rapports de genre inégalitaires » (p. 46) mais « croise sans relâche des critères de genre, d'âge, de classe et d'ethnicité » (p. 47). Pourtant, en adoptant une approche intersectionnelle, le croisement des rapports de pouvoir n'invalide en rien la théorie de L. Mulvey, puisque le regard masculin est surtout et avant tout un regard dominant : celui d'un homme adulte, hétérosexuel, de classe moyenne ou supérieure et blanc. Sans réussir à se décentrer de sa position dominante, l'auteur dresse un panorama de la pornographie et de leur étude.

S'il est certain qu'il rassemble une foule de connaissances sur la pornographie et les *porn*

*studies*, ainsi que des analyses intéressantes sur l'évolution et l'imbrication de la pornographie avec les évolutions de la société et des technologies de l'information et de la communication, *Pornologie* doit donc être appréhendé pour ce qu'il est : un essai. S. Hubier y rassemble ses réflexions, sans chercher à établir une dynamique dialogique avec d'autres chercheur·euses en *porn studies* – ou du moins pas avec les travaux féministes – ou à épuiser le sujet. Il admet d'ailleurs qu'« [...] faudrait, assurément, un bien plus gros ouvrage que celui-ci » pour répondre à toutes les questions que soulève l'étude des productions pornographiques (p. 84) ; un livre plus dense et plus complet que l'on aurait peut-être préféré à celui-ci, qui laisse le lectorat parfois sur sa faim. Brillant de par la somme des références historiques et théoriques et des thèmes explorés, *Pornologie* s'offre volontiers à une contre-argumentation épistémique stimulante, notamment depuis les études féministes et sur le genre. Toutefois, cet ouvrage ne saurait faire l'économie de lectures complémentaires, à l'instar de l'ouvrage dirigé par le maître de conférences en sciences de l'information et de la communication Florian Vörös (*Cultures pornographiques. Anthologie des porn studies*, Paris, Amsterdam, 2015), qui avec plus de rigueur et une approche polycéphale appréhende la pornographie et la pornologie de façon plus large et complète.

**Kévin Bideaux**

Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Université  
Paris Nanterre, Université Paris Lumières, CNRS, Legs,  
F-93322 Aubervilliers, France  
hello@roseincorporated.net

**Joëlle Le Marec, *Essai sur la bibliothèque. Volonté de savoir et monde commun***

Paris, Presses de l'Enssib, coll. Papiers, 2021, 128 pages

Le sujet principal de l'essai de Joëlle Le Marec est la fragilité des pratiques de savoir dans la bibliothèque prise, comme tout le reste, dans le « processus de brutalisation du monde » (p. 16) décrit par Jean-Pierre Dubois (« La brutalisation de l'Europe depuis la Première Guerre mondiale », *Après-demain*, 36, 2015). Afin de ne pas participer de ce processus, l'autrice prend soin de faire un pas de côté en choisissant de revenir sur les expériences partagées à propos des objets et phénomènes qui retiennent notre attention et de s'interroger sur les conversations qui nous animent. La bibliothèque ne peut alors plus être considérée comme un objet ou un terrain de recherche : elle est un milieu. Précisément, c'est « un

milieu qui déborde ses descriptions scientifiques, professionnelles et institutionnelles. Elle abrite des processus de récupération et de transformation qui relèvent d'une écologie sociale, loin des arbres et des jardins, dans les lieux où l'on se transforme avec autrui » (p. 16). L'écoute et le retour attentifs aux conversations soulignent toute la difficulté, pour les professionnels de la bibliothèque, de la recherche et des études, d'entendre et de considérer sérieusement la confiance dont témoignent les publics aux institutions culturelles. Car, de façon générale, ces professionnels tendent à chercher ce que seraient les véritables enjeux de pouvoir dissimulés derrière la survalorisation et l'enchantement créés par les publics dans leur rapport à l'institution. J. Le Marec propose de rompre avec cette façon d'envisager le rapport à la bibliothèque et de considérer autrement les savoirs fondés sur la confiance. En effet, elle souligne l'importance de (ré)investir tous les espaces de conversation de la pensée scientifique et politique fondée sur la reconnaissance des « logiques quotidiennes d'attention à autrui et d'entretien des biens communs comme la bibliothèque » (p. 22). Car « un des enjeux de la reconnaissance de ces savoirs est précisément la fin du partage insensé entre une sphère politique et professionnelle des discours et des actions "publiques", une sphère culturelle et marchande d'esthétisation des expériences, et une sphère dite privée, où tout semble continuellement pouvoir être trahi ou réparé, insignifiant cependant du point de vue politique » (p. 23).

L'autrice développe sa pensée à partir de ses expériences et de celles qui les ont précédées dans le cadre des travaux menés par des équipes de chercheurs entre 2015 et 2019 à la Bibliothèque nationale de France et à la Bibliothèque publique d'information. Ces études sont parties prenantes de la culture de ces institutions, une culture qui fait la place aux recherches dites qualitatives, mais aussi aux travaux barométriques et aux méthodes quantitatives. Elles montrent les manières d'habiter la bibliothèque, les liens et interactions qui s'y tissent, les histoires qui s'y racontent, les projets individuels qui y voient le jour et l'achèvement : un ensemble qui témoigne de publics qui mènent des projets au sein de la bibliothèque et en confiance avec elle, loin des mouvements perpétuellement sollicités dans les organisations en faveur du changement et de l'innovation. Selon l'autrice, l'entretien et les campagnes ethno-photographiques sont indispensables pour voir ces « liens entre savoirs, institutions et démocratie » (p. 25). De fait, ces recherches prennent place dans le réseau des

bibliothèques publiques qui porte une visée politique engageant un recours à la recherche « exigeant de la part des chercheur·es de se déporter hors du cadre des logiques de laboratoires ou de disciplines, dans des zones de partages non instrumentales » (p. 31). Les intérêts et places des chercheurs, agents, bénéficiaires ou encore amateurs deviennent réversibles, faits de dépendances et de complexité, créant une « chaîne politique et culturelle de la réflexion et de l'action » (p. 32). Ici, et fort à propos, l'autrice précise que cette compréhension est valable pour le domaine des bibliothèques et les structures touchant aux livres, à la lecture et aux manifestations littéraires.

Dans le chapitre 1, intitulé « La cohabitation des savoirs », J. Le Marec propose de considérer les savoirs sur la bibliothèque issus des enquêtes comme des « événements », permettant ainsi de considérer l'expérience de l'enquête. Celle-ci est l'espace d'échanges entre professionnels et chercheurs liés par des intérêts politiques, culturels et cognitifs et par une vision des savoirs comme bien commun. Soutenue par une attention continue à l'autre, cette proximité vient nourrir une compréhension partagée de l'espace interinstitutionnel du service public. Mais depuis vingt ans, l'autrice constate que la poussée d'une politique managériale tend à la destruction des interdépendances au profit du déploiement de dispositifs de contrôle de la production et d'efficacité de l'activité. La bibliothèque est un lieu particulièrement touché par « la tension entre d'une part un processus démocratique d'élaboration des savoirs et d'entretien des biens communs publics et d'autre part le pilotage technique de la production de données pour l'exploitation raisonnée de ces biens » (p. 44). Dans ce cadre contraignant, J. Le Marec se place résolument dans une approche sensible et située, dans l'être avec les professionnels, les enquêtes précédentes et les publics avec lesquels elle évolue : ses travaux se trouvent à la croisée « de la pragmatique de l'expérience et (de) la construction politique des formes d'adhésion ou de liens » (p. 46). La démarche se fonde sur l'idée de confiance qui lie tous les éléments et les êtres en présence. Le chercheur est alors dans la complexité des enchâssements qui le caractérise, tout en s'efforçant d'effacer temporairement ses intérêts propres : « cette relation d'enquête dans l'espace institutionnel de la bibliothèque permet de prendre la pleine mesure des capacités à parler de soi en s'effaçant pour faire place à ce qui peut en être entendu pour produire un savoir, ce qui relève des savoirs du tact, et ne s'éprouve qu'en situation » (p. 51). Cette ouverture qui permet de produire un savoir et qui

« passe par une « subalternité consentie » (p. 52) est invisible aux données.

Sans conteste, la bibliothèque est le lieu du soin – qu'il faut lire dans sa dimension politique, un tiers lieu de la récupération, un espace d'ouvertures, un lieu pacifique, autant de caractéristiques singulières qui la rapprochent des lieux étudiés par « l'anthropologie et la sociologie des proches étrangers, altérisés » (p. 54). Mais, en tant qu'institution à la fois centrale et médiatiquement invisible dans la société, la bibliothèque est « un passage, non dans les marges, mais au milieu. Elle est un milieu » (p. 60) qui éclaire et peut être éclairé par les épistémologies du *care*. Ce milieu est particulier; incomparable, il s'y déploie les expériences et les projets de savoirs, il accueille les « opérations de réparation permanentes » (p. 60), il est fait « d'un mélange troublant de robustesse institutionnelle et de vulnérabilité reconnue et assumée » (p. 60), il n'impose pas à ses habitants un impératif de la publicité et enfin, il est épargné par « la sémiotisation publicitaire et marchande de pratiquement toutes les expériences et relations vécues par les industries médiatisantes » (p. 71). Il est un refuge où toutes les vulnérabilités trouvent place et où le scrupule préside aux relations humaines. C'est pourquoi il faut voir dans la bibliothèque, sous l'institution d'État, une institution communautaire, un milieu collectif, qui résiste à la *sorcellerie du capitalisme* en permettant de garder vivantes les possibilités. Il ne s'agit pas de nier qu'il existe des tensions, des rapports de domination, d'exploitation, de production intensive, mais d'accepter de voir dans la bibliothèque une « pratique morale et politique (qui) consiste à tenir et aider à tenir; réparer sans cesse, au nom d'une égalité non pas de principe, mais réelle, empirique, construite et vécue » (p. 79). Cette situation d'observation place les unes, les uns et les autres dans « un continuum de pratiques de savoirs toutes également légitimes » (p. 85) : la bibliothèque est le lieu de médiations et de modes de relations différents et interdépendants aux savoirs. Néanmoins, que se passe-t-il lorsque les personnes sortent de l'établissement et que l'expérience n'est plus partagée ? Il se crée comme une réduction ou un précipité de ce qui s'est passé : pour être visible et circuler; le savoir est coupé de l'expérience de l'enquête, ce qui conduira finalement à l'utiliser pour entretenir « des dynamiques d'exclusion et une construction sociale structurellement inégalitaire » (p. 88).

Dans une seconde partie intitulée « Sous la rationalité, la communauté. Revenir à l'institution », J. Le Marec évoque le *problème* des bibliothèques et leur nécessaire adaptation aux changements

numériques, économiques, politiques et sociétaux ; problème que l'auteur lit comme une injonction et une captation par le néolibéralisme. Dans cette partie plus particulièrement, l'auteur sort du seul lieu de la bibliothèque et convoque ses expériences dans les musées et le monde académique pour déployer un propos politique. Les réformes engagent aux changements au nom des publics qui ne viennent pas : toucher ces publics signifierait une forte activité et témoignerait d'une optimisation des ressources par les institutions culturelles. Mais, souligne J. Le Marec, prendre en compte ces attentes supposées des publics absents au nom de la démocratisation se fait en réalité de façon inégalitaire, et précisément au mépris de la vie qu'y mènent ceux qui y sont présents. Pour légitimer ces réformes, une batterie d'études marketing et de satisfaction se déploie, fondée sur deux postulats faux : le premier est qu'il existe un public comme collectif capable de faire état de besoins et de revendications ; le deuxième est que le public effectivement présent se positionne comme consommateur qui entend tirer une satisfaction de sa visite et qui est capable d'énoncer des évolutions à apporter à l'institution. Or, les travaux de recherche sur les publics montrent au contraire qu'être public est une expérience dans un temps et un espace donné, expérience fondée sur une confiance en l'institution et une relation fondée sur le tact. « Le public des institutions ne se définit pas et ne se mobilise pas comme une instance de consommation et d'évaluation » (p. 97), c'est pourquoi le public n'exprime que très rarement des demandes ou des besoins. Cette absence du public effectif est comblée dans les propos, les enjeux et les stratégies de développement auxquelles sont soumises les institutions comme la bibliothèque, par la figure du public. Cet « être de discours » (p. 99) se décline à l'envi en *personas*, *mannequins* et typologies et répond aux attentes de la « sphère de la conception, souvent déléguée aux ingénieures et industrielles des technosciences sociales » (p. 100). Ces technosciences sociales équipent l'injonction néolibérale en permettant la captation du vivant, sa transformation et sa réduction en données. « Elles réalisent le transfert des éléments pris dans le "vivant" social vers les instances qui ont le désir et l'intérêt, pour eux-mêmes, de disposer du vivant social à des fins de maîtrise, de "progrès" indépendant des intérêts du vivant lui-même » (p. 108). Ces industries de passage, comme a pu les nommer Yves Jeanneret, convoient particulièrement les savoirs et la culture.

Les technosciences du social sont pourtant, depuis vingt ans, questionnées, voire mises à mal par les nouvelles épistémologies qui se développent : plus

largement, le mythe du progrès infini soutenu par les sciences positivistes liées aux modalités du néolibéralisme est aujourd'hui détricoté pour mettre à jour tous les éléments mis sous silence pour construire la fiction. Malgré tout, les institutions peinent à sortir de ces modèles simples, « comme si les procédures techno-scientifiques mises en place au fil des décennies étaient devenues si contraignantes, que leur mise en échec elle-même ne les empêchait plus d'opérer » (p. 114). La bibliothèque devient alors un « lieu de tensions maximales » (p. 114), puisqu'elle est à la fois une matière à transformer au nom du progrès et un espace de survivance et de lutte des formes communautaires. Contrairement aux terrains des théories du care et de la vulnérabilité qui concernent particulièrement les marges, la bibliothèque est une des institutions centrales de l'État. Pourtant, il apparaît à J. Le Marec que s'y voit reproduit un ordre qui continue d'être plus accueillant que contraignant. Ce « caractère accueillant de la norme vient de ce qu'elle fait tenir ensemble les conditions empiriques d'un principe d'autorité et d'un principe d'égalité, dans les voisinages conjoints des livres classés sans hiérarchie d'apparition et des lecteur·rices présent·es sans hiérarchie d'importance, voisinages potentiellement fraternels car non organisés par les places préalables » (p. 116).

J. Le Marec observe ainsi le lien entre l'institution comme forme et l'institution comme expérience. L'autrice note que l'institution, sous l'emprise des technosciences sociales, ne cesse d'être colonisée par les professionnels du marché qui viennent extraire sa valeur. Elle remarque alors que, progressivement, de nombreux travailleurs cherchent à « ré-instituer » (p. 124) en dehors de leur propre institution : « Une gigantesque banlieue institutionnelle se crée autour des centres » (p. 124). Regarder l'institution, c'est observer la pratique et y vivre sa pratique : impossible d'embrasser l'ensemble de l'institution sans participer. L'institution bibliothèque est un processus énigmatique dans le cadre duquel les expériences multiples « continuent de faire exister ensemble les liens entre savoirs, vie démocratique, et milieu de vie » (p. 125).

Comme le souligne Sandra Laugier dans la préface de ce livre, celui-ci alimente la réflexion aux plans épistémologique, politique, social et moral. Il apparaît comme un plaidoyer, déployé en la faveur d'une approche située de la part du chercheur – faite d'attention et de scrupule, et appelant à une prise de conscience des infinies sensibilités et vulnérabilités de l'institution comprise dans sa dimension communautaire. Il nous semble s'agir d'une perspective importante, voire salutaire, compte tenu de la place

actuelle prépondérante que prennent des sciences positivistes dans l'espace politique et l'espace public. Renouer avec la finesse descriptive, prendre soin de ce que l'autre a construit ou confié, déconstruire les lectures oppositionnelles fondées sur des axiologies préalables à toute fréquentation de l'objet social, tout cela afin de rendre leurs forces aux vulnérabilités : autant de principes qui peuvent permettre des déplacements scientifiques fructueux et nécessaires et le développement d'un questionnement fondamental sur la distribution des places des chercheurs, des professionnels des bibliothèques et des usagers dans l'enquête. Car si les places des unes, des uns et des autres sont réversibles dans le principe, le sont-elles dans l'épaisseur de la vie sociale et culturelle ? Autrement dit, est-il possible d'expérimenter l'enquête en occupant des places tout en s'extrayant des rapports de force qui les lient ? Dans la continuité, si les places sont distribuées, elles sont aussi occupées par les corps « équipés » des chercheurs, des professionnels des bibliothèques et des publics. Alors même que l'analyse pointe le caractère hégémonique et destructeur du capitalisme pour l'institution, comment faire pour admettre que les corps équipés des publics sont pétris tout à la fois d'une « confiance éprouvée politique » et d'attentes en tant que consommateurs ? Plus largement, comment éviter une lecture bipartite entre un désir d'« emprise » exercée par les décideurs et les « petites mains » du capitalisme d'un côté, et des publics dont le désir serait uniquement de faire communauté ? Enfin, la distribution et l'occupation des places dans l'expérience de l'enquête en bibliothèque aboutissent inmanquablement à la question de la bibliothèque comme espace social et politique. Si politiquement et culturellement, on peut dire que la bibliothèque a « une place centrale » (p. 58), peut-on l'affirmer lorsque l'on regarde sa fréquentation d'un point de vue sociologique ? Si l'on ne ressent plus, en tant que chercheur, « nulle agitation, nulle sidération, nul surgissement ou trouée depuis une radicale altérité dans l'atmosphère calme et intense des salles de lecture » (p. 59), est-ce le cas lors d'une première rencontre, qu'elle se fasse durant l'enfance, l'adolescence ou l'âge adulte ? Comment franchir la porte d'un endroit feutré, silencieux, où l'évidence du savoir règne, accepter une confiance d'emblée accordée et la rendre à son tour, alors que le monde capitaliste nous apprend les gestes de la consommation et que le milieu familial peut être éloigné de cette configuration ? Une des questions centrales que pose la lecture de cet essai est de savoir comment dépasser la vision et la réalité de la bibliothèque comme bastion de résistance – là où l'université et le musée auraient déposé leurs armes. La piste est donnée par

J. Le Marec lorsqu'elle revendique la possibilité de développer une épistémologie du *care* dans le cadre d'un terrain non marginalisé : il s'agirait de prendre soin, dans l'expérience de l'enquête, de tous les individus, y compris de ceux qui se trouvent à sa marge, de ceux qui ne viennent pas, y compris « les premiers de cordée ». Cela questionne encore plus la pertinence d'une extension du domaine de l'épistémologie du *care*, tout comme la possibilité de tenir ensemble une observation pragmatique du terrain et une analyse critique, évitant alors les clivages *a priori*.

**Delphine Saurier**

Audencia, F-44000 Nantes, France  
dsaurier@audencia.com

**Thibault LE TEXIER, *La Main visible des marchés. Une histoire critique du marketing***  
Paris, Éd. La Découverte, 2022, 645 pages

Malicieusement, l'ouvrage aborde la question du marketing par une série de lieux communs que l'auteur neutralise afin de définir son objet comme cet « art d'unir des consommateurs et des produits par le biais de canaux de distribution » (p. 10). Ainsi dépasse-t-il les conceptions peu distancées des promoteurs des études de marché comme celles apparemment critiques des moralistes, pourfendeurs de la société de consommation. L'apparition du marketing au début du *xx<sup>e</sup>* siècle aux États-Unis correspondrait, selon l'auteur, à une mutation socio-économique induite par le fait que les vendeurs n'auraient plus simplement eu à écouler les marchandises produites mais à se disputer les faveurs de potentiels clients. On retrouve sur ce point une thèse que les auteurs de l'école de la régulation avaient avancé pour rendre compte du post-fordisme, mais appliquée à l'émergence du marketing. Les marchés seraient, dans ce cadre, à appréhender comme complexes, relationnels et rétroactifs au sens où leurs parties prenantes ne cessent de les modifier, en particulier sous l'effet du marketing qui est amené à jouer un rôle essentiel de coordination marchande.

Dans son introduction, T. Le Texier esquisse une théorie des rationalités qu'il distingue de l'idéologie au sens marxiste comme de la rationalisation au sens wébérien. « Une rationalité décrit et prescrit, s'affermite et se corrige à mesure qu'elle est mise en œuvre, découpe dans un même geste un champ du pensable et du possible » (p. 15). L'ouvrage traiterait donc de l'empire et de l'emprise du marketing en se différenciant d'une série d'approches critiques dont les fantômes sont (trop) rapidement

écartés par l'auteur. Il laisse au lecteur un sentiment d'inachèvement du positionnement théorique, surtout lorsque l'auteur évoque un certain Foucault (Jean-Pierre ?) qui aurait réduit la problématique du gouvernement à l'injonction de « se soumettre et être assujéti » (p. 18).

Si l'auteur n'explique guère la structuration de l'ouvrage, le lecteur attentif comprend que la première partie du premier chapitre est consacrée au marketing domestique. C'est en ancrant les analyses dans le quotidien de ceux qui achètent, en cernant la nécessité pour eux de s'informer pour « bien » acheter que l'on comprend le développement du marketing qui répond à l'écart croissant entre la sphère de la production et celle de la consommation. En raison de particularités propres aux États-Unis, à leur développement économique et à leur organisation sociale, on saisit les raisons de l'émergence du marketing dans ce pays, alors que dans un pays tel que la France, à la même époque, où une économie rurale vivrière perdurait, rien de comparable ne pouvait voir le jour. Nécessité de mettre en relation producteurs et consommateurs, nécessité d'informer les acheteurs, nécessité de promouvoir de nouvelles présentations de produits dessinent ainsi l'arrière-fond de la rationalité marketing. Dans ce même premier chapitre, l'auteur examine ensuite le marketing agricole puis le marketing moderne. On comprend, là encore, sans que cela soit réellement explicité ni justifié, ce découpage qui consiste à montrer et à analyser comment le monde de la production agricole aux États-Unis a fait l'objet d'un travail d'adaptation, d'information, de formation afin d'amener les producteurs à mieux prendre en considération la demande des consommateurs et de rationaliser le commerce agricole. Enfin T. Le Texier analyse l'émergence du marketing moderne qui serait né aux États-Unis au début du *xx<sup>e</sup>* siècle en se différenciant des formes antérieures préexistantes, c'est-à-dire du marketing domestique et du marketing agricole, pour s'appliquer au monde de l'entreprise.

L'auteur entreprend ensuite d'analyser l'histoire du marketing en se fondant essentiellement sur des sources « livresques », plus précisément sur les très nombreux écrits produits aux États-Unis par les théoriciens et les praticiens du marché. Cette grille de lecture conduit à faire du marketing une science américaine qui n'aurait été que tardivement transposée à d'autres pays, comme la France qui, d'après l'auteur, aurait tout ignoré de cet art avant la fin des années 1950 et le début des années 1960 (p. 72). N'existait-il donc aucun savoir-faire marchand, aucune